

Parti libéral du Canada
81, rue Metcalfe, pièce 400
Ottawa (Ontario) K1P 6M8

3 octobre 2008

John Gordon
Président national
Alliance de la fonction publique du Canada
233, rue Gilmour
Ottawa (Ontario) K2P 0P1

Monsieur,

Veillez trouver ci-incluse la réponse du Parti libéral à votre questionnaire.

Pour en apprendre davantage au sujet de l'idéal que le Parti libéral a pour le Canada, prenez un moment pour consulter notre programme en ligne à www.liberal.ca. Ce document présente des détails sur les objectifs et les priorités des libéraux.

Au nom de notre chef, Stéphane Dion, et de son équipe tout entière, je tiens à vous remercier de nous avoir fait part des inquiétudes de vos adhérents. Nous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous portez aux politiques du Parti libéral, parce qu'elles concernent les questions qui vous touchent.

Bien cordialement,

Doug Ferguson
Président du Parti libéral du Canada



Réponse des libéraux à L'Alliance de la fonction publique du Canada

L'AFPC, qui défend les intérêts non seulement de ses membres mais de tous les Canadiens, s'efforce de bâtir une société humaine et inclusive exempte de sexisme, de racisme, d'homophobie et de toute autre forme de discrimination. Nous sommes fiers de notre engagement envers la collectivité, comme en témoignent les efforts soutenus que nous déployons partout au Canada pour maintenir l'accès à des services publics de qualité. Les questions qui suivent sont à l'image de cet engagement.

1. Transparence et dépenses publiques

a) *Votre parti s'engage-t-il à être d'une transparence pleine et entière en ce qui concerne l'examen de ses dépenses ?*

Un nouveau gouvernement libéral effectuera un examen public, transparent et détaillé des dépenses pour repérer les possibilités de réaliser des économies à tous les postes de dépense, sauf celui des transferts. Ces économies seront modestes au départ puis atteindront 5 milliards de dollars la quatrième année (soit environ 1,8 % des dépenses prévisionnelles totales du gouvernement). Ces économies, à mesure qu'elles seront réalisées, pourront être réaffectées à des initiatives prioritaires pour les Canadiens.

b) *Votre parti effectuera-t-il un examen transparent de tous les marchés publics ?*

Oui, nous nous engagerons à ce que l'adjudication des marchés publics soit ouverte et transparente. Nous allons mettre fin à l'attribution de marchés à fournisseur exclusif comme le font les conservateurs, et veiller à ce que les entreprises canadiennes puissent présenter une soumission pour obtenir un marché public, en garantissant le meilleur équipement ou les meilleurs services au meilleur prix.

c) *En cas de déficit, votre parti coupera-t-il dans les dépenses publiques ?*

Les libéraux savent comment gérer les dépenses de programmes. Entre 2002-2003 et 2005-2006, les budgets libéraux ont limité l'augmentation des dépenses fédérales au titre des programmes, y compris les transferts en faveur de l'infrastructure, à 6,7 % par an en moyenne. Après avoir travaillé fort pour remettre de l'ordre dans les finances du Canada, suite au gâchis financier que nous avons hérité des conservateurs, un nouveau gouvernement libéral n'enregistra pas de déficit.

Soins de santé

a) *Bien des résidents du Nord du Canada doivent se rendre dans le Sud du pays pour recevoir des soins spécialisés et des traitements de pointe. Quelles mesures précises votre parti prendra-t-il pour améliorer l'accès aux soins de santé dans les collectivités éloignées et pour soutenir des services de santé publics ?*

Pour aider les provinces à mettre fin à la pénurie de médecins et de personnel infirmier qui mine notre système de santé, nous allons mettre sur pied un Fonds pour les médecins

et le personnel infirmier. Avoir plus de professionnels en santé signifie plus de Canadiens qui reçoivent des soins, et des délais d'attente moins long.

Le Fond pour les médecins et le personnel infirmier va :

- Accroître les ressources destinées à la formation des médecins, des infirmiers et des techniciens médicaux. Il financera des mesures telles que l'augmentation du nombre de postes de médecins résidents, notamment dans les petits hôpitaux, et l'élargissement des programmes d'enseignement.
- Éliminer les goulots d'étranglement qui ralentissent actuellement l'accréditation de nouveaux professionnels de santé.
- Récompenser les étudiants en médecine qui choisissent les spécialisations comme la médecine familiale, la médecine en milieu rural et la gériatrie.
- Accorder un soutien financier aux médecins et autres professionnels de la santé formés à l'étranger pour les aider à obtenir leur accréditation canadienne plus rapidement.

Pour qu'il y ait davantage de médecins dans les régions actuellement mal desservies, un gouvernement libéral diminuera de 10 000 dollars par an la dette d'études d'un professionnel de la santé s'il accepte de pratiquer dans une région mal desservie pendant au moins cinq ans.

3. Environnement

a) *Quelles mesures votre parti prendra-t-il pour faire en sorte que le gouvernement fédéral soit un leader mondial dans le domaine de la protection de l'environnement et du respect des lois, règlements et protocoles en la matière ?*

Pureté de l'air

Le plan de lutte libéral contre les changements climatiques ne va pas seulement stimuler la lutte contre le réchauffement planétaire ; il va aussi permettre de purifier l'air que nous respirons parce qu'en étant plus économes et en utilisant plus d'énergie renouvelable, nous allons moins rejeter de smog et de pollution dans l'atmosphère.

Des millions de Canadiens vivent dans des régions où le smog, la brume sèche et les pluies acides causent de graves problèmes de santé. Le lien entre la pollution de l'air et les maladies respiratoires est bien connu. Nous observons une hausse alarmante du nombre d'enfants souffrant d'asthme et les recherches récentes montrent même un lien entre la pollution de l'air et les maladies vasculaires cérébrales. Chaque année, des milliers de Canadiens meurent et des dizaines de milliers d'autres sont hospitalisés et doivent s'absenter du travail ou de l'école en raison de la pollution atmosphérique.

La pureté de l'air est une priorité depuis longtemps pour le Parti libéral, mais il reste beaucoup à faire et nous avons l'intention de nous y mettre, en collaboration avec les provinces et les municipalités.

En plus des initiatives prévues dans le cadre du Tournant vert, un gouvernement libéral adoptera des normes nationales de qualité de l'air ambiant strictes afin de réduire les polluants qui causent le smog, la brume sèche, les pluies acides et d'autres problèmes. Ces nouvelles normes contribueront à protéger les Canadiens des sources de pollution atmosphériques dans leur région, grâce à des niveaux de qualité de l'air basés sur leur santé.

Nous allons aussi aider les entreprises à améliorer leur équipement en ouvrant droit à un crédit d'impôt rapide pour l'achat de matériel de contrôle de la pollution, et mettre en œuvre une Stratégie globale de réduction du mercure qui va contribuer à la réduction de cette neurotoxine dangereuse dans notre environnement.

Protéger notre eau

Les Canadiens s'attendent à ce que, lorsqu'ils ouvrent le robinet, l'eau qui en sort soit propre et potable.

Nous voulons pouvoir jouer sur nos plages et nager dans nos lacs sans peur d'être exposés à des substances toxiques ou à des eaux d'égout non traitées.

Nous voulons maintenir notre productivité agricole et industrielle, qui dépend principalement de l'eau, et évidemment, nous voulons faire en sorte que les animaux et végétaux aquatiques et la biodiversité de nos écosystèmes soient protégés.

Malgré quelques grandes améliorations apportées au cours de la dernière décennie, bon nombre de nos cours d'eau se dégradent toujours en raison des contaminants et du traitement inadéquat des eaux usées. De nouvelles menaces surgissent : des substances toxiques provenant notamment de produits ou de médicaments s'accumulent dans nos réseaux aquatiques à mesure que le réchauffement planétaire fait baisser le niveau de l'eau et met les écosystèmes en danger. Et la quantité d'eau nécessaire à la production toujours croissante d'énergie, particulièrement dans les sables bitumineux, est gigantesque.

C'est pourquoi nous avons besoin de mesures énergiques pour protéger notre eau. Un gouvernement libéral prendra de telles mesures. Afin de nettoyer nos cours d'eau et de les maintenir propres, nous allons lancer une Stratégie nationale pour l'eau qui comportera un ensemble intégré de règlements, de contrôles, de mesures d'application de la loi et de nouveaux efforts budgétaires.

Nos importants engagements en faveur de l'infrastructure vont aider nos villes et nos collectivités à investir dans les installations de traitement d'eau nécessaires pour gérer la demande plus efficacement et préserver une réserve d'eau pure.

Notre Stratégie nationale comprendra un Fonds canadien de l'eau doté de 400 millions de dollars qui permettra :

- D'intensifier la surveillance et de multiplier les rapports sur la quantité et la qualité de l'eau au Canada.

- D'assainir nos lacs et nos cours d'eau, notamment les « points noirs » qui se trouvent dans les Grands Lacs (zones critiques), le Saint-Laurent et le lac Winnipeg.
- De mener des recherches sur l'impact des nouveaux polluants contenus dans l'eau sur la santé des humains et l'équilibre des écosystèmes aquatiques.
- De lutter contre les espèces envahissantes comme la lamproie marine ou la moule zébrée, qui détruisent nos écosystèmes aquatiques.
- De cartographier les réserves d'eau souterraines du Canada qui nous approvisionnent en eau potable, de sorte que nous sachions d'où provient notre eau souterraine et comment elle est affectée par les activités humaines.
- D'appuyer les programmes d'assainissement de l'eau douce dans les exploitations agricoles et dans les localités gérés par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies.

Les priorités de ce fonds seront contrôlées par un Conseil national des eaux composé de représentants de tous les pouvoirs publics, des Premières Nations, des industries, des instituts de recherches et des intervenants locaux.

b) Votre parti s'engage-t-il à financer activement la protection de l'environnement fragile du Nord du Canada par le biais d'un régime de réglementation et d'exécution vigoureux ?

Un gouvernement libéral protégera fermement l'environnement nordique du Canada. Contrairement au gouvernement conservateur, nous allons respecter pleinement la loi canadienne sur la protection de l'environnement, la loi sur les espèces en péril, la loi sur les pêches et d'autres lois qui protègent l'environnement du Canada. Nous veillerons à ce que l'expansion économique ne soit pas faite au détriment de notre environnement. Et en même temps, nous ferons des efforts stratégiques dans le Nord pour favoriser les activités économiques, l'alphabétisation, l'éducation et les investissements.

Salubrité alimentaire

a) Quelles mesures précises votre parti prendra-t-il pour rétablir la confiance de la population envers notre système national de protection des aliments ?

Le Parti libéral est convaincu du fait que la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens est une responsabilité fondamentale du gouvernement fédéral.

Un gouvernement libéral consacra 50 millions de dollars supplémentaires au renforcement du système d'inspection alimentaire. Cela inclura le recrutement d'inspecteurs supplémentaires pour s'assurer que les produits qui se retrouvent sur nos tablettes sont le plus sûrs possible.

En outre, afin d'assurer à long terme la force de notre système d'inspection alimentaire, un nouveau gouvernement libéral entreprendra un examen du système. Cela permettra de s'assurer que l'Agence canadienne d'inspection des aliments a le nombre d'inspecteurs et les ressources qu'il lui faut.

Nous allons recruter plus d'inspecteurs, et faire en sorte qu'ils aient accès aux technologies les plus modernes pour faire leur travail. Nous allons augmenter le nombre d'inspections réalisées sur les aliments produits ou importés au Canada. Il faut que les Canadiens puissent avoir toute confiance dans les produits qui arrivent sur leur table. Plus d'inspections, c'est une meilleure sécurité alimentaire pour les Canadiens.

b) Votre parti renouvellera-t-il le mandat de réglementation et de contrôle de l'industrie de la Commission canadienne des grains, notamment en dotant convenablement la Commission en ressources financières et humaines et en mettant fin à la privatisation des services d'inspection ?

Le gouvernement conservateur continue de miner le pouvoir des agriculteurs.

Il mine les agriculteurs avec ses actes visant la Commission canadienne du blé et maintenant avec les changements à la mission de la Commission canadienne des grains dans le projet de loi C-39 modifiant la loi sur les grains du Canada.

Le projet de loi d'origine sur les grains du Canada dit que la mission de la Commission canadienne des grains est « d'agir dans l'intérêt des producteurs ». Dans son projet de loi C-39, le gouvernement conservateur a enlevé cette phrase et il a réorienté la Commission vers des activités à valeur ajoutée pour l'industrie céréalière.

Le Parti libéral du Canada est d'avis que la Commission canadienne des grains peut être améliorée conformément aux recommandations du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Le gouvernement actuel a fait fi de la plupart de ces recommandations.

Droits et égalité

a) Votre parti adoptera-t-il les recommandations contenues dans le Rapport du mois de mai 2004 du Groupe de travail sur l'équité salariale et adoptera-t-il une loi proactive en matière d'équité salariale afin de protéger les femmes ainsi que les travailleurs des minorités visibles, les travailleurs autochtones et les travailleurs handicapés ?

Le Parti libéral du Canada demeure décidé à assurer l'égalité pour tous les Canadiens dans notre société.

Sous le gouvernement libéral précédent, le Parlement a créé le Comité permanent de la condition féminine, qui a produit cinq rapports complets liés aux questions d'égalité, notamment un qui traite de l'équité salariale. Dans la foulée, nous avons pris l'engagement de reconnaître l'équité salariale comme un droit de la personne et nous avons présenté des projets de loi assurant l'égalité salariale au début de 2006.

Malheureusement, le gouvernement conservateur n'a pas respecté cet engagement. Au contraire, il a fait reculer le pays en ce qui concerne les programmes de justice sociale qui aident à faire entendre la voix des plus vulnérables de notre société en supprimant le Programme de contestation judiciaire et en fermant les bureaux régionaux de Condition féminine Canada.

Un gouvernement libéral rétablira ces compressions discriminatoires purement idéologiques et collaborera avec les provinces, les territoires, les parties intéressées et les Canadiens pour créer une meilleure société, basée sur les valeurs canadiennes de justice et d'égalité.

b) *Que fera votre parti pour défendre les droits des femmes liés à la reproduction ?*

Un gouvernement libéral ne relancera pas le débat sur le droit de la femme de choisir. Nous sommes d'avis que la femme a le droit fondamental de choisir.